

[Index](#) > [Notes de conjoncture](#) > RCA

EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE AU 30 SEPTEMBRE 2006 (Mise à jour du 2 mars 2007)

La conjoncture économique nationale a été caractérisée, au cours des neuf premiers mois de 2006, par la consolidation de la reprise économique soutenue par le regain d'activité dans les secteurs minier, forestier, commercial et de services, la poursuite de l'assainissement des finances publiques, avec des résultats encourageants quant à la collecte des recettes budgétaires, l'amélioration des termes de l'échange ; mais également par l'accélération des tensions inflationnistes, la persistance des poches d'insécurité et le marasme des secteurs caféier et cotonnier.

A. EVOLUTION DU SECTEUR REEL

A-1. EVOLUTION DE LA DEMANDE GLOBALE

Au cours des neuf premiers mois de 2006, la demande globale est restée soutenue par la demande intérieure, en liaison avec le dynamisme de la consommation privée, dopée par les paiements plus réguliers des salaires dans la fonction publique et l'accroissement des revenus distribués par les entreprises, et des investissements privés tirés par les secteurs de la téléphonie mobile, des industries manufacturière et forestière et minières. La contribution positive de la demande extérieure nette résulte de la forte hausse des exportations de biens et services conjuguée à une moindre augmentation des importations.

A – 2. EVOLUTION DE L'OFFRE GLOBALE

A-2-1. Secteur primaire

Les estimations de la production vivrière pour la campagne 2005/2006 sont maintenues à 1.022.200 tonnes contre 990 600 en 2004/2005, soit une hausse de 3,2 %.

Au niveau des cultures de rente, la production cumulée de café marchand à fin septembre 2006 a régressé de 38,7 %, s'inscrivant à 1.541,4 tonnes, contre 2.514,4 un an auparavant. Les exportations ont également reculé en volume de 37,1%, revenant de 2.502,9 à 1.574 tonnes entre les deux périodes sous revue, et en valeur de 16,1%, à 777 millions de F.CFA au 30 septembre 2006 contre 925,6 millions un an plus tôt. En ce qui concerne le coton, 3.671 tonnes de coton graine ont été collectées à fin septembre 2006 contre 5.496 à fin septembre 2005, soit une baisse de 33,2 %, avec des volumes de coton fibre de 1.471 tonnes en 2006 et 2.297 tonnes en 2005, en baisse de 36 %.

Dans le domaine de l'élevage, les prévisions actualisées du cheptel pour 2006 portent sur 13.842.000 têtes, en augmentation de 4,4 % par rapport à 2005. Faute de recensement récent, il n'est pas possible de fournir des données précises sur les productions animales du Centrafrique.

S'agissant de la sylviculture, la production totale des neuf premiers mois de 2006 s'est inscrite à 500.744 m³ contre 391.359 m³ à fin septembre 2005, soit une hausse globale de 28 %. Il en est de même pour les exportations qui se sont accrues de 34,2 %, soit 202.212 m³ contre 150.730 à la période précédente.

A-2-2 Secteur secondaire

Au 30 septembre 2006, la production cumulée de diamant brut a augmenté de 12,7 %, s'inscrivant à 321.725 carats contre 285.499 à fin septembre 2006. Entièrement exportée, elle a rapporté des recettes en amélioration de 7,0 % à 25.670,7 millions de F.CFA, contre 23.998,1 millions à la même période de 2005. Quant à la production d'or, elle a connu une progression de 12,2 %, avec 6,2 kg à fin septembre 2006 contre 5,5 kg, un an plus tôt. Les recettes fiscales totales des exportations de diamants et dor se sont élevées à 1.541,3 millions de F.CFA contre 1.126,5 millions, soit une hausse de 36,8 %.

Dans le secteur de l'industrie agroalimentaire, les productions d'huile de palme et de palmistes, pour les neuf premiers mois de 2006, n'ont pas été communiquées par CENTRAPALM. Concernant le sucre de canne produit par SUCAF-RCA, les chiffres ont évolué à la hausse. Ainsi, au 30 septembre 2006, la production de sucre s'est accrue de 62,8 %, passant de 6.736 à 10.969 tonnes entre septembre 2005 et septembre 2006.

Le secteur de l'industrie manufacturière a enregistré un résultat global négatif au cours de la période sous revue. Pour les cinq entreprises sur six ayant répondu au questionnaire de la Banque, le chiffre d'affaires du secteur a régressé de 1,5 %, revenant de 17.698,2 millions de F.CFA en septembre 2005 à 17.437,3 millions un an plus tard.

A-2-3. Secteur tertiaire

Le secteur commercial a réalisé, au cours des neuf premiers mois de 2006, un chiffre d'affaires global de 32.258,3 millions de F.CFA, contre 28.323,3 millions une année plus tôt, soit une progression de 13,9%, en liaison avec la bonne évolution des ventes des sous-secteurs hydrocarbures et gaz, vente de véhicules neufs et services divers.

Dans le domaine des transports, le transport fluvial, qui demeure la voie d'approvisionnement la moins onéreuse du pays, a enregistré un volume global de fret en baisse de 0,9 % en raison de la montée tardive du niveau du fleuve Oubangui en 2006. Les transports routiers ont, par contre, réalisé des chiffres en hausse de 50,4 % avec 272.047,4 tonnes contre 180.909,7 précédemment. Quant au trafic aérien, les statistiques de l'ASECNA pour les neuf premiers mois de 2006 comparées à celles de la même période de 2005, indiquent une forte progression (+60,9 %) du fret transporté.

Le secteur des télécommunications continu d'enregistrer un bon niveau d'activité, avec la poursuite des travaux d'extension du réseau de téléphonie mobile dans les villes de provinces.

En ce qui concerne le secteur hôtelier, le taux d'occupation moyen des quatre principaux hôtels de la place s'est encore amélioré, passant de 38,71 % à fin septembre 2005, à 51,51 % un an plus tard, avec un chiffre d'affaires global en hausse de 17,9 % à 919,7 millions au premier semestre 2006, contre 779,9 millions un an plus tôt.

A – 3. EVOLUTION DE L'INFLATION

Les tensions inflationnistes, observées au premier semestre se sont accélérées au troisième trimestre en liaison avec la hausse des prix dans les secteurs alimentation, habillement, produits manufacturés, produits énergétiques et services. Ainsi, l'indice des prix à la consommation des nationaux, calculé par l'Institut Centrafricain des Statistiques et des Etudes Economiques et Sociales, s'est inscrit à 232,24 points (base 100 en 1981) contre 220,00 points à fin septembre 2005, soit une hausse de 5,57 % en moyenne annuelle. En glissement annuel, le niveau de l'inflation est passé de 3,58 % à 4,85 % entre septembre 2004/2005 et septembre 2005/2006.

B - SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES

Les recettes budgétaires collectées au cours des neuf premiers mois de 2006 se sont chiffrées à 58,9 milliards, progressant de 36,0 % par rapport aux réalisations à fin septembre 2005 qui étaient de 43,3 milliards, traduisant l'amélioration du taux de recouvrement par les régies financières. Par rapport aux objectifs de recettes du programme en cours avec le FMI, qui sont de 67,3 milliards pour l'année 2006, ce résultat représente un taux de réalisation de 87,5 %.

Quant aux dépenses budgétaires engagées, elles ont atteint 78,5 milliards, en baisse de 1,9 % par rapport à fin septembre 2005, où elles s'étaient établies à 80,0 milliards. Cette évolution s'explique par le faible niveau d'ordonnancement des dépenses au cours du troisième trimestre 2006.

En définitive, l'exécution du budget de l'Etat à fin septembre 2006 s'est soldée par un déficit, base engagements, hors dons de 19,6 milliards, en nette amélioration par rapport à la même période de l'année dernière où il s'était élevé à 39,6 milliards.

III. PERSPECTIVES A COURT TERME

Les perspectives de l'économie centrafricaine à court terme sont favorables au regard de la réussite du processus d'apurement des arriérés des groupes BAD/FAD et AID/BIRD, des résultats positifs obtenus dans la mise en œuvre des réformes structurelles impulsées par le FMI en collaboration avec les principaux partenaires au développement, ce qui a permis l'octroi d'une nouvelle FRPC à la RCA. D'autres actions sont engagées par la communauté financière internationale, de concert avec le gouvernement, pour permettre l'accès rapide du Centrafrique au point de décision de l'initiative PPTTE. Pour y parvenir, les Autorités restent déterminées à poursuivre les efforts nécessaires pour la maîtrise des dépenses publiques, l'amélioration de la collecte des recettes publiques, la lutte contre la corruption et l'impunité ainsi que la consolidation de la sécurité et l'amélioration des performances agricoles.